Octobre 2000

BIODIVERSITY
SUPPORT PROGRAM
Assurant que la biodiversité soit conservée

LEÇONS DU TERRAIN

Qui devrait prendre les décisions ?

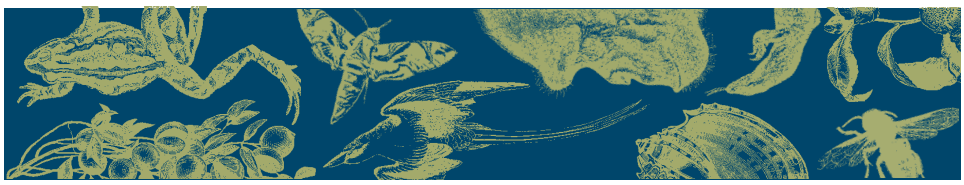
Principes de décentralisation en matière de conservation

Patrick Maguire, chargé de programme BSP, a récemment visité l'une des dernières forêts des plaines gangétiques du Népal, une étroite bande de terre connue sous le nom de Teraï, non loin des contreforts himalayens. Le Népal décentralise sa gestion des forêts depuis 20 ans et accorde de nouveaux droits aux Groupes d'utilisateurs des forêts communautaires (CFUG) locaux, un processus que le **projet Ban Udyam** du BSP soutient dans le Teraï et la région transhimalayenne. Dans l'ensemble, les prises de décisions décentralisées et les droits accrus accordés aux groupes d'utilisateurs ont encouragé la reforestation, mais non sans problèmes. Dans certaines communautés, Maguire a appris que les villageois conservaient désormais leurs forêts en nourrissant le bétail dans des stalles plutôt qu'en le laissant paître en liberté. D'autres défrichent des terres agricoles en faisant un usage plus efficace et moins systématique du feu, qui représente souvent une menace pour les forêts. Mais dans une communauté, des villageois déçus ont confié à Maguire que le président de leur CFUG avait utilisé leurs fonds dans son propre intérêt plutôt que dans celui de la communauté. On signale aussi que dans d'autres régions du Népal, certains CFUG ont brillamment géré leurs forêts communautaires en augmentant les récoltes illégales dans les forêts publiques.

"Les défenseurs de l'environnement ont parfois une confiance aveugle en l'idée que si l'on confie aux gens le contrôle de leurs ressources, ils vont les conserver," déclare Maguire. "Mais il arrive que les populations locales non seulement ne possèdent pas les connaissances techniques pour une gestion durable, mais manquent aussi de la capacité et des compétences politiques nécessaires pour que le processus reste transparent et éviter que les élites locales ne détournent ce processus."

Au cours des dernières années, les défenseurs de l'environnement ont souvent traité la décentralisation comme une balle magique. S'assurer le concours des personnes qui sont en contact direct avec les ressources naturelles semble être logique en termes de conservation, et attirant pour nos instincts démocratiques. La décentralisation, nous l'espérons, rend la conservation plus juste et plus efficace.

Mais le fait-elle vraiment? Une nouvelle étude du BSP, *Shifting the Power: Decentralization and Biodiversity Conservation* (Transfert de pouvoir: Décentralisation et conservation de la biodiversité), propose un scénario plus complexe. Elle suggère que, pour assurer une participation démocratique et des résultats efficaces en matière de conserva-



Le Biodiversity Support Program

La mission du Biodiversity Support Program est de promouvoir la conservation de la diversité biologique mondiale. Notre travail se concentre essentiellement sur l'Afrique et Madagascar, l'Asie et le Pacifique, l'Europe de l'Est, l'Amérique latine et les Caraïbes. Nous travaillons avec les communautés et les organisations non-gouvernementales locales, nationales et internationales ainsi qu'avec des agences gouvernementales, des organisations bilatérales et multilatérales et des donateurs pour soutenir la conservation et les initiatives de développement qui abordent aussi bien les besoins sociaux qu'environnementaux.

C'est en passant en revue le travail que nous avons effectué partout au monde et en consultant nos partenaires que nous avons identifié cinq conditions essentielles au succès de la conservation de la biodiversité. Nous sommes convaincus que toutes ces conditions doivent être remplies pour parvenir aux buts de conservation fixés. Ces conditions constituent le cadre de la série *Leçons du terrain* du BSP qui a pour objet de partager avec d'autres praticiens ce que nous avons appris des projets que nous soutenons. Chaque édition de la série *Leçons du terrain* met l'accent sur une des cinq conditions essentielles et, en grande partie, est basée sur des entretiens avec l'équipe du BSP. Lorsque c'est nécessaire, nous allons au-delà de nos propres projets et consultons d'autres partenaires du BSP.

Les cinq conditions du succès d'après le BSP

- Clarté des buts et des objectifs en matière de conservation.
- Alliances et processus sociaux efficaces et équitables en matière de conservation.
- Motivations appropriées pour évaluer et conserver la biodiversité.
- Politiques locales, nationales et internationales en faveur de la conservation.
- Perception, connaissance et capacité suffisantes pour conserver la biodiversité.

Ce numéro aborde la condition numéro 2, Alliances et processus sociaux efficaces et équitables en matière de conservation, et est illustré par un exemple de notre Programme pour l'Asie et le Pacifique.

MIEUX PRATIQUER LA CONSERVATION
Le Programme de l'analyse et de la gestion adaptive, BSP

tion, il faut une analyse et une planification soignées, un développement des compétences et, surtout, une sensibilité au cadre locale des institutions et rapports de pouvoir où se produit la décentralisation.

L'étude du BSP posait les questions clés suivantes:

1. La décentralisation confère-t-elle des pouvoirs aux personnes qui vivent en contact direct avec les ressources naturelles?
2. Si ce changement de pouvoir se produit, débouche-t-il sur des politiques environnementales et des pratiques de gestion qui réduisent les menaces pesant sur la biodiversité?

Sur la base d'une analyse de six cas distincts d'autorité décentralisée sur la gestion de ressources naturelles tant dans des pays en développement qu'industrialisés, l'étude du BSP a également mis en évidence une série de principes destinés à garantir un mariage heureux — ou du moins à le tenter — entre la décentralisation et la conservation.

Si vous voulez en savoir plus à propos de notre étude sur la décentralisation, lisez la publication, Wyckoff-Baird, B., A. Kaus, C. Christen et M. Kack, 2000. Shifting the power: Decentralization and biodiversity conservation. *Washington, D.C.: Biodiversity Support Program (disponible sous forme imprimée ou sur le Web)... De plus, les six études de cas, réalisées en Bolivie, au Botswana, en Floride, au Guatemala, au Mexique et au Panama, ne sont disponibles que sur le site web du BSP, à l'adresse www.BSPonline.org.*

Qu'est-ce que la décentralisation ?

La décentralisation revêt différentes formes. Au Népal, l'accent est mis sur la sylviculture communautaire. En Indonésie, de profondes réformes transfèrent le pouvoir de Jakarta aux villages. De nombreux pays africains restent très centralisés, mais ont décentralisé la gestion de certaines ressources naturelles. Par exemple, au Cameroun, la nouvelle loi sur la sylviculture, contrairement à toute autre en Afrique centrale, accorde aux villageois le droit d'établir des forêts communautaires.

L'étude du BSP a défini la décentralisation comme étant un processus qui augmente l'autonomie fiscale, institutionnelle ou politique d'une partie d'un pays par rapport au pays dans son ensemble. La décentralisation peut impliquer un transfert de pouvoir et de responsabilités du gouvernement à des organisations communautaires, des organisations non-gouvernementales (ONG), le secteur privé ou des groupes organisés d'utilisateurs des ressources.

S. Kelleher

Dalchini est le nom local de ces canneliers (Cinnamomum tamala) qui poussent dans la région transhimalayenne du Népal. Les communautés locales utilisent tant leur écorce que leurs feuilles.

Obstacles à la décentralisation en matière de conservation

L'adoption de lois visant à décentraliser le pouvoir ne garantit pas que la décentralisation aura effectivement lieu ou qu'elle s'avérera favorable à la conservation. Comme dit Laurent Somé, chargé de programme principal pour **le Programme pour l'Afrique et Madagascar, BSP**, à propos de l'introduction de la loi sur la sylviculture au Cameroun, qui stipule que les communautés ont droit aux bénéfices de l'exploitation du bois: "Ce fut un grand changement par rapport aux anciennes pratiques où tous les bénéfices étaient pour les entreprises étrangères d'exploitation du bois, les élites urbaines et le gouvernement central. La question est de savoir comment on peut faire pour que cela se produise vraiment." **Le Programme régional de l'Afrique centrale pour l'environnement (CARPE)** a décidé de mettre en œuvre un projet de cartographie forestière afin de doter les communautés d'un outil qu'elles peuvent utiliser pour négocier avec les entreprises d'exploitation du bois. Mais le CARPE, à l'instar d'autres projets du BSP, s'est heurté à plusieurs des obstacles à la décentralisation que la nouvelle étude du BSP a identifiés.

La décentralisation peut simplement servir de couverture au gouvernement central pour renoncer à ses responsabilités en matière de conservation, ou donner des pouvoirs aux élites locales plutôt qu'aux villageois.

La décentralisation a souvent accompagné des réformes "néolibérales" qui réduisent systématiquement les responsabilités du gouvernement. Si le gouvernement central se démet de toute responsabilité en matière de ressources naturelles, y compris la mission qui consiste à s'assurer que les acteurs locaux s'acquittent de leurs nouvelles responsabilités, les conséquences peuvent être dévastatrices pour la conservation. Comme le suggère l'étude du BSP, l'établissement de formes réciproques de responsabilité entre les niveaux local et national est optimal. Cette réciprocité peut aider à éviter les problèmes qui se posent. Somé constate: "La décentralisation peut fournir aux communautés locales l'occasion de mettre davantage de pression sur les ressources naturelles." Maguire souligne: "Dans de nombreux pays, les élites rurales sont souvent les mieux placées pour tirer profit du processus de transfert des forêts au contrôle local."

Il va sans dire que les élites locales peuvent soutenir la conservation de la biodiversité. Dans certains villages camerounais extrêmement organisés et hiérarchisés, le CARPE a constaté que l'attitude adoptée par les chefs était vitale. Somé se rappelle que, lors de son programme de cartographie dans trois communautés, la réussite dépendait des structures de pouvoir traditionnelles. "Là où le pouvoir du chef est important, si le chef est de votre côté, tous les villageois le seront aussi. Mais si ce n'est pas le cas, cela ne fonctionnera pas," dit-il avec regret.

La conservation ne peut à elle seule résoudre les problèmes locaux qui mènent à une déprédation des ressources.

Les communautés et les régions sont confrontées à un large éventail de problèmes, depuis la dureté d'une économie de subsistance jusqu'aux disparités du pouvoir. Par exemple, selon Tatiana Zaharchenko, ancienne chargée de programme principale, **Programme pour l'Europe de l'Est, BSP**, la transition difficile d'une économie planifiée à une économie de marché peut représenter un danger pour la biodiversité, car les gouvernements sont tentés d'accélérer l'extraction des ressources biologiques naturelles — telles que les forêts pour le bois — afin de générer les capitaux dont ils ont besoin. C'est le cas de la République autonome de Crimée, en Ukraine, où le BSP a parrainé un projet participatif d'établissement des priorités, appelé **Evaluation des besoins de conservation en Crimée**. Des programmes de conservation décentralisée peuvent aider à aborder ces problèmes, mais ne les résoudront probablement pas.

S. Kelleher

Cette femme et cet enfant appartiennent au Groupe d'utilisateurs des forêts communautaires de Durga, dans le district Bardiya, dans le Teraï. L'arbre fruitier, localement connu sous le nom de bayar, est un produit forestier non soumis à l'exploitation du bois. Son nom scientifique est le Zizyphus.

B. Leighty

*En 1997, le projet d'**Evaluation des besoins de conservation en Crimée, BSP**, a utilisé un processus ouvert et transparent impliquant les parties prenantes des agences gouvernementales, institutions scientifiques et ONG de Crimée et d'Ukraine, afin d'évaluer les menaces pesant sur la biodiversité en Crimée et de déterminer des priorités tant géographiques que thématiques en termes de conservation.*

Les gens du pays peuvent se méfier des défenseurs de l'environnement, craignant que les programmes de conservation ne diminuent leur accès traditionnel aux ressources naturelles.

Sistem Hutan Kerakyatan (SHK), partenaire du BSP, est un consortium qui soutient, depuis plusieurs années, la gestion des forêts communautaires en Indonésie. Depuis l'adoption, en 1999, de la loi sur l'autonomie régionale du pays, le SHK, avec le soutien du programme **KEMALA**, BSP, joue un rôle encore plus actif dans la promotion de la décentralisation. Le SHK doit aujourd'hui démontrer que les villages sont désireux d'accepter les responsabilités qu'implique le programme alternatif de gestion des forêts dirigé par la population, en dépit du fait que leurs droits de jouissance restent incertains. Les villageois sont encouragés à poursuivre leurs pratiques de gestion durable au lieu d'exploiter leurs forêts d'une grande diversité. "Avec la décentralisation, il est plus aisé d'obtenir des permis d'exploitation des forêts," affirme Nonette Royo, chargée de programme principale pour le KEMALA, BSP. "Selon un partenaire de KEMALA dans le Kalimantan oriental, certains villageois commencent à envisager d'obtenir des concessions pour exploiter les forêts, et craignent que le SHK ne s'oppose à leurs concessions."

D'autres besoins locaux peuvent prendre le pas sur la conservation.

Maguire constate: "Au Népal, les objectifs des villageois ne s'alignent pas complètement sur la conservation." Mais il ajoute qu'un projet tel que **Ban Udyam** peut permettre de répondre aux besoins locaux tout en encourageant la conservation. "Nos deux objectifs sont l'amélioration de la gestion des forêts et l'amélioration des moyens d'existence des villageois, par le biais d'une approche de la conservation basée sur les entreprises — encourager les communautés à développer des entreprises dépendant de la conservation des ressources naturelles," ajoute-t-il.

Les ressources humaines et les fonds peuvent être rares aux niveaux local et régional.

En Afrique centrale, le CARPE tente d'impliquer des ONG dans la gestion des ressources naturelles afin qu'elles deviennent de véritables partenaires dans le dialogue sur la conservation au niveau régional. Mais comme le dit Somé: "Donner des pouvoirs à quelqu'un ne veut pas dire grand-chose si vous ne lui apprenez pas à les utiliser. Il arrive souvent que les ONG n'aient pas les connaissances techniques nécessaires; dans ce cas, vaut-il vraiment la peine de pousser le

gouvernement à impliquer les ONG? Je pense que non. C'est pourquoi nous nous efforçons de créer des capacités tout en promouvant le dialogue parmi les parties prenantes au gouvernement, les communautés locales et la société civile."

Principes pour des pratiques de conservation efficaces

Aucun des obstacles auxquels se heurte une combinaison efficace de la conservation et de la décentralisation n'est insurmontable. L'étude du BSP sur la décentralisation propose plusieurs principes pour des pratiques de conservation efficaces dans le but d'écarter ces obstacles.

Connaître la signification, la valeur et les droits existants aux ressources naturelles pour toutes les parties prenantes dans un cadre donné, et savoir à qui profitent le plus et le moins les actions de conservation.

La nécessité de connaître la manière dont les villageois utilisent leurs forêts et les raisons qui les poussent à agir de la sorte a incité le BSP à soutenir le projet participatif de cartographie du CARPE au Cameroun. "Nous devons commencer par une cartographie participative afin de voir comment les villageois considèrent et gèrent leurs ressources naturelles," explique Somé. La cartographie participative peut aider à comprendre ce que les ressources représentent pour leurs utilisateurs, un élément important quand on travaille avec plusieurs cultures différentes, ou avec des groupes d'utilisateurs traditionnels. Comme l'indique l'étude du BSP, les ressources sont l'enjeu de la gestion des ressources naturelles et cet enjeu revêt une valeur culturelle, politique et économique différente selon les parties prenantes.

Identifier des partenaires institutionnels ayant une autorité et une légitimité.

Au Cameroun, le CARPE a constaté que, dans les communautés très organisées et hiérarchisées, il était crucial de travailler via les organisations traditionnelles — dans ce cas, les chefs locaux. Après que ces chefs ont donné leur accord, les projets de cartographie forestière du CARPE ont avancé plus aisément.

L'évaluation de partenaires potentiels est un processus continu. "Nous ne travaillions pas avec le FECOFUN (Fédération des utilisateurs de forêts communautaires du Népal) lorsque le projet **Ban Udyam** a commencé, mais au cours des dernières années, le FECOFUN a gagné en maturité en tant que représentant des villageois. Aujourd'hui, nous aimerions envisager une collaboration avec le FECOFUN afin de promouvoir une décentralisation de la gestion des forêts," déclare Maguire.

CARPE

Grâce au financement d'une subvention BSP-CARPE, une cartographie participative a été réalisée dans la plaine Tikar, au Cameroun. Sur la gauche, on peut voir le cartographe officiel du CETELCAF, le Centre de télédétection et de cartographie forestière. Sur la droite, on peut voir les cartographes du village participant au projet de cartographie introduire sur les cartes des données recueillies sur le terrain.

Identifier les objectifs locaux de non-conservation et leur rapport avec les objectifs de conservation.

Le CARPE a établi des liens solides avec les communautés camerounaises en reconnaissant la nécessité d'un progrès économique. La crise économique que traverse le pays a contraint de nombreux citadins à retourner dans leurs villages ruraux; ceci a accru la pression sur les ressources locales et a créé un lien avec l'économie urbaine du sans facture, ce qui pourrait être désastreux pour les forêts. La cartographie participative offre aux migrants, dont beaucoup ont fait des études supérieures et se trouvent en dehors des réseaux de relations, une nouvelle manière d'apprécier leurs ressources, et une nouvelle arme pour se défendre.

"Même si les cartes ne sont pas encore complètes, elles ont déjà été utilisées pour contester les décisions d'un gouvernement local qui voulait affecter les terres à un autre usage," explique Somé. "Les villageois étaient conscients des ressources qu'offrait leur terre et ont opposé un refus au gouverneur. Ce n'est peut-être pas un grand pas par rapport à d'autres parties du monde, mais voir des villageois s'opposer au gouvernement reste inhabituel en Afrique centrale."

Etudier et aborder les facteurs sociaux sous-jacents derrière les menaces environnementales.

Zaharchenko a constaté qu'une étude des effets du processus de réforme du marché ukrainien sur la conservation de la biodiversité s'était avérée cruciale durant le programme d'**Evaluation des besoins de conservation en Crimée**. Cette étude a montré que la privatisation et les réformes du marché représentaient de graves menaces potentielles pour la conservation, de sorte que le BSP a encouragé le Comité pour les ressources terrestres, l'agence gouvernementale chargée de la privatisation des terres, à avoir voix au chapitre dans cette évaluation.

Prêter attention à la position que tout allié potentiel en matière de conservation occupe au sein de la communauté locale dans son ensemble.

Lorsque le projet d'**Evaluation des besoins**

de conservation en Crimée, BSP, a dû engager un coordinateur local, plusieurs candidatures ont été examinées. Dans un premier temps, le BSP recherchait un coordinateur connaissant l'anglais et l'informatique, capable de contribuer aux efforts de cartographie. En fin de compte, le BSP a engagé une personne qui ne parlait pas anglais et n'avait que des notions d'informatique. Mais cette personne avait un avantage crucial: elle était tenue en haute estime en Crimée. "C'est ce qui a aidé le BSP à gagner la confiance des gens," explique Zaharchenko. "La moitié de notre réussite est due au fait que nous avons engagé cet homme en tant que coordinateur. Il a une très grande autorité morale et cela a été payant. On peut apprendre à une personne à utiliser un ordinateur, mais on ne peut bâtir une réputation morale en un an."

Trouver des partenaires institutionnels ayant des capacités.

Etudier le cadre local et national d'un effort de conservation décentralisée peut mener les défenseurs de l'environnement à mettre au point l'objectif de leur programme. Somé constate que même si les intentions initiales du CARPE n'étaient pas de travailler directement avec les gouvernements, "nous avons fini par impliquer d'importantes agences gouvernementales dans le projet de cartographie. Cela s'explique par le fait qu'elles possèdent le savoir-faire technique et, de plus, leur implication a donné un statut légal aux cartes. Nous nous sommes rendu compte que nous ne pouvions arriver à rien si nous ne travaillions pas avec le gouvernement."

Si c'est possible, aider à renforcer la capacité des structures existantes de gestion des ressources locales au lieu d'en créer de nouvelles.

S'employer à renforcer la capacité des institutions existantes n'est pas toujours une tâche aisée, mais s'avère souvent inestimable. En Crimée, par exemple, le Comité d'Etat pour la protection de la nature a souffert des turbulences politiques et des divers changements de direction durant l'**Evaluation des besoins de conservation**. Le BSP s'est néanmoins employé à les aider à renforcer leur capacité, et cela a payé de différentes manières. Par exemple, le BSP a utilisé les informations fournies par le Comité pour établir une carte des régions protégées de Crimée. L'agence utilise désormais la nouvelle carte comme si elle était sienne.

Lorsqu'on s'emploie à promouvoir la participation des parties prenantes, envisager des groupes généralement exclus de la vie publique.

Comme le fait remarquer Somé, "Les gens marginalisés sont souvent les plus réceptifs aux nouvelles idées." Même des groupes généralement considérés comme hostiles à la conservation peuvent s'avérer de précieux alliés. C'est le cas d'un groupe de braconniers qui avaient des vues sur le territoire d'un village au Cameroun. Avec l'aide du village, le projet a été en mesure d'identifier les braconniers, déterminer quelques-unes des raisons pour lesquelles ils chassaient illégalement, et planifier des activités destinées à s'attaquer à certains de ces problèmes. "Dans mon pays," explique Somé, "nous avons un dicton: Si tu veux que ton enfant soit en sécurité, confie-le à la sorcière." Et de continuer, "Si vous mettez les braconniers dans votre poche, ils savent comment localiser d'autres braconniers. Pour s'attaquer au braconnage, il faut impliquer les braconniers. C'est ce que nous avons fait au Cameroun."

BSP

*Cette carte des 50 zones prioritaires revêtant une importance en termes de conservation en Crimée fait partie des travaux réalisés par le projet d'**Evaluation des besoins de conservation en Crimée.***

K. Saterson

*L'engagement d'un coordinateur local [gauche] tenu en haute estime en Crimée a été la clé de la réussite du projet d'**Evaluation des besoins de conservation du BSP**. On le voit en train de consulter des cartes en compagnie d'un scientifique de Crimée et de l'animateur de l'atelier [homme sur la droite].*

Encourager les liens locaux-nationaux, et décourager l'abandon pur et simple de fonctions et de l'autorité, afin de garantir la responsabilité mutuelle et protéger l'intérêt public.

Le projet d'**Evaluation des besoins de conservation** a aidé à encourager les échanges entre la République autonome de Crimée et le gouvernement national d'Ukraine. Les relations entre les scientifiques ukrainiens et de Crimée avaient cessé dans de nombreux cas parce que les fonds destinés à des projets conjoints étaient peu nombreux. Le processus d'évaluation a permis de rétablir des relations tendues ou interrompues et d'en créer de nouvelles. De même, bien que le chef du département des régions protégées spéciales du ministère de l'Environnement ne se fût pas

K. Saterson

*Les liens locaux-nationaux renforcent l'opération de gestion décentralisée des ressources naturelles. Le projet d'**Evaluation des besoins de conservation en Crimée** a été l'occasion de rétablir ou de créer des liens entre les scientifiques d'Ukraine et de Crimée.*

rendu en Crimée depuis plusieurs années, il a rendu visite au Comité d'Etat de Crimée pour la protection de la nature lorsque le projet a débuté, et a envoyé des représentants pour participer à l'évaluation.

Conclusion

Soutenir une décentralisation efficace peut mener les défenseurs de l'environnement sur un terrain inexploré. Au Gabon, par exemple, le CARPE a encouragé des ONG locales à former des coalitions afin de renforcer leur rôle dans un pays où leur statut légal reste très obscur. "Ce n'est pas notre rôle," reconnaît Somé, "mais c'est nécessaire."

Etant donné la grande variété d'institutions nationales et d'établissements locaux, même au sein d'un même pays, la gestion décentralisée exige des mandats flexibles. Les défenseurs de l'environnement doivent s'adapter aux conditions locales s'ils ne commettent pas l'erreur de penser que la décentralisation est en soi la solution à la conservation de la biodiversité. Comme l'indique la conclusion de l'étude du BSP, les processus de décentralisation exigent toute une série d'aptitudes et de sensibilités dont les défenseurs de l'environnement n'ont pas toujours fait grand cas, mais qu'ils doivent commencer à apprendre. Sensibilité aux politiques, aux institutions locales, et au cadre socioéconomique offre une grosse récompense: une gestion décentralisée des ressources à la fois plus juste et plus efficace.

Cette femme népalaise cueille du Piper longum, un produit forestier non soumis à l'exploitation du bois, d'une grande valeur commerciale, que l'on trouve dans le Teraï. Le BSP a aidé de nombreux Groupes d'utilisateurs de forêts communautaires à comprendre le potentiel commercial de cette espèce et travaille avec eux pour la conserver et la commercialiser tant localement qu'internationalement.

Exemple de cas

Etablissement d'une gestion locale des affaires en Indonésie.

Les forêts tropicales indonésiennes comptent parmi les forêts les plus riches en espèces de la planète, avec un formidable éventail d'espèces végétales et animales, dont bon nombre sont endémiques de cet immense archipel du Pacifique de 17.000 îles. La biodiversité du pays est telle qu'il mérite bien de figurer parmi les nations tropicales les plus "diversifiées" du monde: l'Indonésie occupe le premier rang mondial en ce qui concerne le nombre d'espèces mammifères et de palmiers, le troisième rang pour les reptiles, le quatrième pour les oiseaux, le cinquième pour les amphibiens, et le septième pour les plantes à fleurs.

Outre cette diversité biologique, le pays présente aussi une diversité culturelle impressionnante. Des communautés autochtones, ou adat, vivant dans et autour des forêts, utilisent des pratiques séculaires de gestion durable qui leur permettent de compter sur les forêts pour survivre. Dès lors que ces stratégies traditionnelles constituent la solution d'un équilibre entre la conservation de la biodiversité et le bien-être de l'homme, une composante du programme **KEMALA** de cinq ans et de 10,5 millions USD, BSP, soutient des structures décentralisées pour permettre une participation locale à la vie politique. D'après Nonette Royo, chargée de programme principale pour le BSP/KEMALA, "Nous pensons qu'avec une combinaison de droits solides et une meilleure capacité de gestion, les communautés prendront soin de la diversité biologique."

Une première nationale: la loi sur l'autonomie régionale de 1999.

L'approche du KEMALA a récemment reçu un coup de pouce de la Loi sur l'Autonomie Régionale de 1999 en Indonésie, la première loi sur la décentralisation dans l'histoire du pays. Avant l'adoption de cette loi, le système de gestion des affaires indonésien était extrêmement centralisé, tous les pouvoirs émanant de la présidence. Aujourd'hui, les communautés redéfinissent la gestion des affaires locale conformément à leurs systèmes traditionnels. Avec le soutien du BSP, l'un des partenaires du KEMALA, membre du consortium national du Kalimantan oriental, le SHK (SHK du Kalimantan oriental), aide huit villages situés dans le bassin hydrographique du Kedang Pahu Hulu, dans le Kalimantan oriental, à développer des

organes législatifs communautaires, appelés BPD, en vertu de la nouvelle loi.

Bien que la loi soit très prometteuse, Royo déclare: "La décentralisation est à la fois une menace et un avantage." Par exemple, l'exploitation des forêts représente actuellement le principal danger auquel est confrontée la biodiversité indonésienne, et la loi sur l'autonomie régionale permet aux villages de couper et de vendre leurs arbres à des concessionnaires.

Principe: identifier des partenaires institutionnels ayant de l'autorité et de la légitimité.

Le KEMALA a de la chance d'avoir trouvé en SHK un partenaire institutionnel qui a démontré sa capacité à soutenir la gestion des ressources communautaires et a la légitimité pour conserver la confiance des communautés dans des circonstances changeantes. L'exploitation des forêts offrant la tentation d'argent liquide rapide, certains villages ont commencé à hésiter à travailler avec le SHK-Kalimantan oriental. Mais l'engagement confirmé du consortium envers la gestion des ressources communautaires a permis de minimiser les inquiétudes locales. Lorsque l'option d'une exploitation des forêts pour de l'argent liquide s'est présentée, le SHK-Kalimantan oriental a sagement évité la confrontation.

Principe: identifier les objectifs locaux de non-conservation et leur rapport avec les objectifs de conservation.

"L'approche du SHK-Kalimantan oriental consistait à rassurer la communauté sur le fait qu'ils ne s'opposeraient pas à l'exploitation des forêts par la communauté, si cette dernière décidait qu'elle était vitale, après l'évaluation des organes législatifs du village," explique Royo. "Mais ils ont également affirmé qu'ils aideraient les communautés à trouver des modèles durables d'utilisation des forêts. Dès lors que le SHK est davantage considéré comme un groupe consultatif que comme un groupe de conservation, les villageois ont besoin de son aide pour négocier avec le gouvernement." Royo fait remarquer que pour les villageois, la gestion de la

WWF-Canon/T. Bangun

Cette maman orang-outan et son bébé dans le Kalimantan, en Indonésie, sont les représentants d'une des nombreuses espèces uniques au monde qui font partie de la biodiversité indonésienne.

forêt est plus une question de droits que de conservation. L'expérience du SHK-Kalimantan oriental montre l'importance de combiner les deux.

Le SHK a également été en mesure d'aider certaines de ses communautés partenaires à gérer les difficultés qui se posent lorsque la décentralisation semble donner des pouvoirs aux élites locales. Dans les villages de Kedang Pahu Hulu, une société a entrepris des négociations avec un riche dirigeant adat, qui est également membre de l'organe législatif communautaire, à propos d'un permis de défrichement des forêts voisines pour y planter des palmiers à huile. Heureusement, les communautés ont eu vent de cette transaction et ont mis à l'œuvre les procédures démocratiques auxquelles avait participé le SHK-Kalimantan oriental. L'organe législatif communautaire a voté contre la concession.

Principe: encourager les liens locaux-nationaux.

Le SHK et le KEMALA veillent à ce que ces expériences inestimables ne se limitent pas aux huit villages du Kalimantan oriental. Le SHK encourage un programme d'échange sur le tas, dans lequel les participants partagent leurs expériences et leurs compétences, en se plongeant dans le travail réalisé dans un village hôte. Le BSP aide à financer ces échanges, qui durent en moyenne six semaines. "Les villageois apprennent les uns des autres et sont fiers de ce qu'ils ont fait pour leur village," explique Royo. Le KEMALA soutient également l'établissement d'un réseau extensif entre ses partenaires, y compris le SHK, dans cinq régions d'intérêt en Indonésie.

En soutenant une organisation qui s'est forgé une réputation gagnée à la dure pour avoir soutenu les droits des villages, le KEMALA a été en mesure de mettre la décentralisation au service de la conservation de la biodiversité. "Ces villageois n'ont nulle part où aller," explique Royo. "S'ils vendent leur terre, ils deviendront des réfugiés. Mais l'expérience passée de ces mêmes villageois montre que la gestion des forêts leur a permis d'envoyer leurs enfants à l'école. L'argent peut rendre aveugle, mais les communautés ont compris que la conservation est vraiment importante."

P. Breslin

Depuis l'adoption, en 1999, de la première loi sur l'autonomie régionale en Indonésie, le SHK-Kalimantan oriental a aidé huit villages, comme celui-ci situé sur les bords de la rivière Manakam, à développer des organes législatifs communautaires, connus localement sous le sigle BPD.

Personnel du BSP qui ont contribué à cette publication

Patrick Maguire, Program Officer, Asia and Pacific Program
Nonette Royo, Senior Program Officer, KEMALA, Asia and Pacific Program
Laurent Somé, Senior Program Officer, Africa and Madagascar Program
Tatiana Zaharchenko,* Senior Program Officer, Eastern Europe Program
* ne fait plus partie du personnel.

Le Biodiversity Support Program

Le Biodiversity Support Pogram (BSP) est un consortium qui regroupe World Wildlife Fund, The Nature Conservancy et World Resources Institute, et qui est financé par l'USAID (United States Agency for International Development). Le BSP a pour but de promouvoir la protection de la diversité biologique dans le monde. Nous estimons qu'une base sûre et saine de ressources biologiques est essentielle pour répondre aux besoins et aux aspirations des générations actuelles et futures. BSP a débuté en 1988 et cessera ses activités en décembre 2001.

Imprimé sur papier recyclé

Notre engagement envers l'apprentissage

Le Programme de l'analyse et de la gestion adaptive (AAM) du BSP et notre Programme de communications ont joint leurs efforts pour produire cette série de l'AAM intitulée: *Leçons du terrain* (Lessons from the Field). Nos activités de communications sont conçues pour partager les leçons apprises au niveau de terrain ou de nos activités de recherche. A cette fin, nous analysons à la fois nos succès et nos échecs. Nous espérons que notre travail servira de catalyseur aux praticiens de la conservation dans le cadre de discussions ultérieures, de formations et d'actions visant à protéger encore plus de biodiversité. Nos programmes de communications comprennent des publications, des sites Web, des présentations et des ateliers de travail.

Le site Web BSP

Nous vous invitons à visiter notre site Web, même après la cessation du programme en 2001, à **www.BSPonline.org** pour en apprendre plus sur le BSP. Un grand nombre de nos publications sont disponibles par l'intermédiaire du site. Lorsque vous êtes sur notre page, cliquez sur **publications**.

Biodiversity Support Program
c/o World Wildlife Fund
1250 24th St. NW
Washington, DC 20037 USA
Téléphone: 202-861-8347
Fax: 202-861-8324
Courrier électronique: BSP@wwfus.org
Site Web: **www.BSPonline.org**

Mérites pour la publication

Rédacteur en chef de la série: Richard Margoluis
Auteur: Corinne Schmidt
Directrice de la rédaction: Sheila Donoghue
Conception: Ellipse Design
Imprimerie: Balmar Solutions in Print
Traductrice en français: Stephanie Cossu
Préparation de l'édition en français: Dimitra Hengen, Lauretta Clough
Directrice de la communication: Sheila Donoghue
Directeur du Programme de l'analyse et de la gestion adaptive: Richard Margoluis
Directrice exécutive: Judy Oglethorpe
Veuillez citer cette publication de la manière suivante: Corrine Schmidt. 2001. *Qui devrait prendre les décisions? Principes de décentralisation en matière de conservation*. Series Leçons du terrain. Traduction de Stephanie Cossu et Dimitra Hengen. Washington, D.C.: Biodiversity Support Program.
Cette publication a été rendue possible grâce au soutien accordé au BSP par le Bureau Global de l'USAID, sous les termes de l'accord coopératif No. DHR-A-00-88-00044-00. Les opinions exprimées ci-dessus sont celles des auteurs et ne sont pas nécessairement celles de l'USAID.
© 2001 par World Wildlife Fund, Inc., Washington D.C. Tous droits de reproduction réservés. La reproduction de cette publication à des fins éducatives et autres fins non commerciales est autorisée sans la permission préalable des auteurs. Cependant, WWF, Inc. exige qu'une demande écrite préalable soit effectuée et que sa contribution soit mentionnée. WWF, Inc. ne demande pas de compensation financière pour l'utilisation non commerciale de ses publications et n'a pas l'intention de restreindre l'utilisation de ses travaux de recherche et de ses conclusions par l'application de ce droit d'auteur.

Ressources recommandées

Alcorn, J.B. 2000. Borders, rules and governance: Mapping to catalyze policy and management change. *Gatekeepers Series, No. 91*. London: International Institute for Environment and Development.

Biodiversity Support Program. 1999. *Governance and biodiversity: Weaving resilience into the web of life*. Washington, D.C.: Biodiversity Support Program.

Biodiversity Support Program. 1999. *Priority setting in conservation: A new approach for Crimea*. (In English and Russian, with summaries in Ukrainian and Crimean Tatar.) Washington, D.C.: Biodiversity Support Program.

Brinkerhoff, D.W. and P.G. Veit. 1999. Links between democratic governance and environmental policy in Africa: Guidance for NGOs and donors. *PCG Policy Brief #5*. Washington, D.C.: Natural Resources Policy Consultative Group for Africa.

Central African Regional Program for the Environment. 1997. *Taking action to manage and conserve forest resources in the Congo Basin*. Washington, D.C.: Biodiversity Support Program.

Lutz, E., and J. Caldecott, eds. 1996. *Decentralization and biodiversity conservation*. Washington, D.C.: The World Bank.

Miller, K., J. A. McNeely, E. Salim, and M. Miranda.1997. Decentralization and the capacity to manage biodiversity. *WRI Issues and Ideas*. August: 1-12.

Wyckoff-Baird, B., A. Kaus, C.A. Christen and M. Keck. 2000. *Shifting the power: Decentralization and biodiversity conservation*. Washington, D.C.: Biodiversity Support Program.

Sujet également d'intérêt

Les six études de cas qui ont constitué la base de nos recherches, lesquelles ont débouché sur la publication de *Shifting the Power: Decentralization and Biodiversity Conservation* (Transfert de pouvoir: Décentralisation et conservation de la biodiversité), sont disponibles sur le Web, à l'adresse **www.BSPonline.org**.

Mac Chapin. *Defending Kuna Yala: PEMASKY, The Study Project for the Management of the Wildlands of Kuna Yala, Panama.*

Robert K. Hitchcock. *Decentralization, Development, and Natural Resource Management in the Northwestern Kalahari Desert, Botswana.*

David Kaimowitz, Gonzalo Flores, James Johnson, Pablo Pacheco, Iciar Pavéz, J. Montgomery Roper, Cristian Vallejos, and Roger Vélez. *Local Government and Biodiversity Conservation: A Case from the Bolivian Lowlands.*

Michael J. Kiernan. *The Forest Ejidos of Quintana Roo, Mexico.*

Estuardo Secaira, Andreas Lehnhoff, Anne Dix, and Oscar Rojas. *Delegating Protected Area Management to an NGO: The Case of Guatemala's Sierra de las Minas Biosphere Reserve (also in Spanish, as Delegando el Manejo de un Area Protegida a una ONG: El Caso de la Reserva de la Biosphera Sierra de las Minas, Guatemala).*

Barbara Wyckoff-Baird. *Institutional Arrangements for Ecosystem Management: The Case of South Florida, United States.*